



Organisation des Nations Unies

COMPTE-RENDU DE L'ACTUALITÉ DES NATIONS UNIES EN RDC A LA DATE DU 13 NOVEMBRE 2019

MONUSCO :

Une bonne nouvelle pour ouvrir cette conférence de presse, celle de la signature, par la Police nationale congolaise, d'un plan d'action pour lutter contre les violences sexuelles commises par des agents de la PNC. Cette signature est l'aboutissement de plusieurs mois de consultations avec les autorités congolaises et d'un plaidoyer soutenu de la part des Nations Unies.

La Représentante spéciale du Secrétaire général, Leila Zerrougui, s'est félicitée de cette signature qui intervient au moment où la Mission encourage les partenaires de la République démocratique du Congo à soutenir la professionnalisation des forces de sécurité.

La MONUSCO s'est engagée à apporter un soutien technique et financier au secrétariat de la commission qui a été installée afin de superviser la mise en œuvre du plan d'action. Il est aussi prévu que le suivi des progrès enregistrés soit intégré dans le rapport annuel du Secrétaire général sur les violences sexuelles liées au conflit. Le lancement officiel du plan d'action aura lieu début décembre lors de la visite en RDC de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles en conflit, Mme Pramila Patten.

Il est prévu que les membres du Conseil de sécurité des Nations Unies tiennent aujourd'hui des consultations sur la République démocratique du Congo.

Ces consultations entrent dans le cadre de la remise, fin octobre, du rapport de la revue stratégique indépendante sur la MONUSCO comme cela avait été demandé par le Conseil dans la résolution 2463 qui guide actuellement les actions de la Mission.

Comme vous le savez, le mandat de la MONUSCO sera renouvelé fin décembre. Le rapport de la revue stratégique indépendante pourra servir à alimenter les discussions sur les futures priorités de notre Mission.

La Représentante spéciale du Secrétaire général vient d'arriver dans la province du Nord-Kivu pour une visite de travail de plusieurs jours. Au programme : des rencontres avec les autorités provinciales et locales, des visites de terrain et des réunions internes. La visite sera axée sur la mise en œuvre du mandat de protection des civils de la MONUSCO.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Sud-Kivu :

Une mission conjointe d'évaluation s'est rendue la semaine dernière dans les hauts plateaux de Minembwe, dans le territoire de Fizi. La MONUSCO, le HCR, OCHA et le PAM sont allés évaluer la situation sécuritaire et humanitaire dans cette région en proie à l'insécurité. Sur place, la mission s'est entretenue avec les casques bleus de la MONUSCO, les autorités locales de l'administration, la police et l'ANR ainsi qu'avec les groupes de personnes déplacées.

Police MONUSCO :

Les Unités de Police Constituées (FPU) d'Égypte, Bangladesh et Sénégal de la Police MONUSCO ainsi que les sapeurs-pompiers de la mission basés à Kinshasa ont participé activement, dans la nuit du 7 au 8 novembre 2019, à l'extinction d'un important incendie d'un entrepôt situé sur l'avenue des Poids Lourds à Kinshasa.

L'incendie, d'une rare violence, s'est produit le 7 novembre aux environs de 17h00 à l'intérieur de bâtiments logistiques destinés au stockage et à la distribution de marchandises (entrepôts de véhicules, motos et biens de consommation).

Aux côtés des forces de sécurité locales, les éléments FPU ont également mis en place un périmètre de sécurité autour du lieu du sinistre pour prévenir tout acte de pillage. Les camions citernes de la Police des Nations Unies ont fourni 50 000 litres d'eau et 2 autres véhicules pour assurer la sécurité. Les dégâts ont été importants, plusieurs magasins étant partis en fumée, mais aucune perte en vie humaine n'a été signalée. Grâce aux efforts des secouristes, des Policiers UN et de la population locale, le sinistre a été finalement maîtrisé aux environs de 5 heures du matin. Les circonstances de cet incendie ne sont pas encore connues.

Dans le cadre du renforcement de la cohésion au sein de la Force et de la prévention du stress en milieu professionnel, la Police MONUSCO, en collaboration avec la Police nationale congolaise (PNC), a organisé un tournoi de football et de volleyball à Kinshasa. L'activité a mobilisé, autour des bérets bleus et de la PNC, les autorités et la population début novembre 2019.

Les activités ont réuni environ une centaine de personnes dont des officiers et sous-officiers de la Police nationale congolaise, des officiers de police individuelle, des Unités de Police Constituées d'Égypte, Bangladesh et Sénégal, ainsi que d'autres invités civils et militaires.

Cette activité est considérée comme très importante car elle constitue un très bon élan comme moyen de favoriser des relations de communication harmonieuses, afin de renforcer l'esprit d'amitié et de cohésion entre la Police des Nations Unies et la Police nationale congolaise.

Dans les missions de maintien de la paix, le sport est très conseillé, et ces compétitions sportives permettent d'acquérir une meilleure confiance en soi et d'apprendre à gérer des moments de tension et réduisent sensiblement le stress.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Plusieurs autres activités sportives conjointes se déroulent régulièrement dans d'autres localités où les casques bleus sont déployés, notamment tout récemment à Uvira, afin de promouvoir la culture de paix et consolider la cohésion sociale.

Bureau des Nations Unies pour la réponse d'urgence à l'épidémie d'Ebola

Situation épidémiologique : Ces deux dernières semaines, une quinzaine de cas d'Ebola a été recensée par semaine contre plus de 120 au mois de juillet, ce qui est très encourageant. Le virus persiste dans des zones localisées de trois sous-coordinations : Mangina, Biakato et, dans une moindre mesure, Mambasa.

Cependant tout le monde doit rester vigilant. Les batailles sont gagnées une à une mais pas encore la guerre. Tant qu'il n'y aura pas zéro cas –et même au-delà – il faut continuer à appliquer les mesures de précaution recommandées par la riposte. Le but a été presque atteint à deux reprises auparavant. Il faut s'assurer ensemble que la troisième fois soit la dernière pour mettre fin à cette épidémie qui a déjà coûté la vie à plus de 2 000 Congolais.

Maintenir la vigilance : Pour soutenir ces efforts de vigilance, le Bureau vient de signer **un accord avec l'UNESCO pour soutenir un projet de sensibilisation** à la maladie à virus Ebola (MVE) dans 200 écoles de Beni et Butembo qui permettra à plus de 100 000 élèves d'appliquer les bonnes pratiques qui leur permettront d'empêcher le virus de revenir dans leurs communautés. Au-delà de ces bonnes pratiques, les mesures de prévention contre l'infection (PCI) sont renforcées partout dans la région pour sortir de cette épidémie et ultimement renforcer le système de santé.

Soutenir les vainqueurs et leurs communautés au-delà d'Ebola : le Bureau veut aussi s'assurer que ceux qui ont été touchés par la maladie, les vainqueurs, leur famille et leur communauté soient soutenus et puissent vivre ensemble dans les meilleures conditions possibles. En complément du travail de soutien psychosocial déjà fourni par les intervenants de la riposte, le Bureau appuie **un projet tripartite d'organisations de femmes à Butembo qui fournira un soutien psychosocial** et de formation aux vainqueurs et leurs communautés dans plusieurs zones de santé touchées par Ebola.

Ces communautés affectées par Ebola ont aussi besoin de soutien en termes d'infrastructures. Le virus a fortement impacté le tissu social mais aussi l'économie de ces communautés et pour cela, il est important de se concentrer sur la mise en place de projets proposant des solutions sur le long terme. La République démocratique du Congo était considérée comme une des crises humanitaires les plus oubliées de 2018 et subit la deuxième pire crise alimentaire après le Yémen. C'est pour cela que le Bureau de coordination s'engage auprès de partenaires locaux pour aider à développer les infrastructures des communautés affectées par Ebola. Il a ainsi signé **un accord avec l'organisation SOFEPADI pour développer un réseau d'eau** dans la commune d'Oicha qui permettra aux femmes et enfants d'accéder à cette ressource essentielle et d'éviter les risques de violences auxquels ils s'exposent lors de leurs longues marches pour aller puiser de l'eau.

Lutter contre l'impunité : le Bureau travaille main dans la main avec ses partenaires de la MONUSCO pour **assurer plus de sécurité et soutenir le système judiciaire** au travers de soutien logistique et de communication pour assurer que ceux qui terrorisent et tuent leurs concitoyens soient poursuivis en justice et jugés pour leurs crimes.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Ensemble après Ebola : Au travers de ces projets, des efforts fournis par le Bureau pour améliorer la sécurité, favoriser l'acceptation communautaire et répondre aux besoins de la population, une approche globale a été développée et mise en place pour lutter contre Ebola et soutenir le gouvernement dans ses efforts pour améliorer la vie des populations affectées au-delà de la fin de l'épidémie d'Ebola.

Equipe de pays :

Inondations

Concernant les inondations qui ont frappé la région du Sud-Oubangi, des agences des Nations Unies comme le Haut-Commissariat aux réfugiés et l'UNICEF, ainsi que leurs partenaires, notamment Caritas, évaluent actuellement la situation. Les premières données partielles font état de 30 000 ménages affectés. Un plan de contingence est en cours d'élaboration.

HCR

Le Haut-Commissariat aux réfugiés exprime sa préoccupation concernant la situation des personnes déplacées à l'est de la République démocratique du Congo qui vivent non seulement dans des conditions difficiles sans recevoir l'assistance nécessaire mais sont aussi exposées à des violations des droits de l'homme quotidiennes.

Le HCR estime que 300 000 personnes ont été déplacées par les violences en Ituri depuis le mois de juin 2019. En tout, 4 millions de personnes seraient déplacées en RDC, ce qui représente 10 % du nombre total de déplacés dans le monde.

Le HCR souligne que des ressources supplémentaires sont nécessaires. Du personnel est déployé, des hangars communaux et des refuges d'urgence ont été construits mais le Haut-Commissariat ne dispose pour l'instant que de 57 % des 150 millions de dollars nécessaires cette année.

OCHA

Concernant la situation dans le Sud-Kivu, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) souligne que de nombreux villages restent pour le moment inaccessibles. La plupart des zones d'accueil de déplacés connaissent une forte détérioration du contexte sanitaire. Le Sud-Kivu a atteint par exemple 15 530 cas de rougeole depuis le début de l'année.

Les acteurs humanitaires poursuivent leurs efforts pour apporter leur assistance dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la santé, de la protection, et de l'eau et de l'assainissement. Ces activités entrent dans le cadre du plan de réponse au niveau provincial ciblant 181 500 déplacés internes, qui est financé à hauteur de 4 millions de dollars.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Cour pénale internationale

Le 7 novembre 2019, la Chambre de première instance VI de la Cour pénale internationale (CPI), à l'unanimité, a condamné Bosco Ntaganda à une peine totale de 30 ans d'emprisonnement. Le temps passé en détention à la CPI – du 22 mars 2013 au 7 novembre 2019 – sera déduit de la peine.

Pour prendre sa décision, la Chambre a reçu des observations des parties et des participants concernant la peine, a entendu des témoins et admis des preuves, et a tenu une audience à ce sujet les 17, 18 et 20 septembre 2019. La Chambre a examiné la gravité des crimes respectifs et le degré de préjudice causé par chaque crime, ainsi que la culpabilité de M. Ntaganda, à savoir son degré d'intention et son degré de participation. La Chambre a également examiné des circonstances potentiellement atténuantes, mais a conclu qu'elles n'étaient pas établies ou que le poids accordé était trop limité pour avoir une incidence sur les peines individuelles et globales.

La Défense et le Procureur peuvent faire appel de cette peine dans un délai de 30 jours. Les réparations aux victimes seront traitées en temps voulu.

Contexte : Le 8 juillet 2019, la Chambre de première instance avait déclaré M. Bosco Ntaganda coupable de 18 chefs de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, commis en Ituri, en République démocratique du Congo (RDC), en 2002-2003. Le verdict fait actuellement l'objet d'appel.

Situation militaire :

(Par le lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire de la MONUSCO)

La situation militaire se caractérise de façon générale par l'offensive lancée par les FARDC contre les groupes armés à l'est du territoire de la RDC.

Dans le territoire de Beni, le samedi 10 novembre 2019, la Force de la MONUSCO a reçu une demande d'évacuation sanitaire provenant des FARDC pour évacuer des victimes issues de leurs rangs au cours des confrontations avec le groupe armé ADF.

Aussi, en exécution des dispositions de son mandat qui priorise la protection des civils par la neutralisation des groupes armés entre autres en soutien aux FARDC et à la lumière de l'accord technique bilatéral, la Force a déployé un hélicoptère médicalisé escorté par des hélicoptères d'attaque en vue d'évacuer les blessés graves de la localité de Mwalika vers Beni où ils ont été pris en charge à l'hôpital général.

Une demande similaire a été reçue le 12 novembre 2019. Elle a été traitée avec la même diligence et a permis d'évacuer six autres victimes de la localité de Kallanzoka vers l'hôpital général de Beni.

Dans le cadre de la protection des populations civiles et la restauration de la paix dans la région, la Force reste en permanence disponible pour répondre à toutes sollicitations des FARDC dans la conduite des opérations visant notamment à neutraliser les groupes armés, par la mise à disposition du renseignement et du soutien logistique.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Dans le reste de la zone de déploiement de la Force, nos unités multiplient les patrouilles en vue de protéger les populations civiles et particulièrement les personnes déplacées devenues plus vulnérables du fait des opérations offensives en cours contre les groupes armés.

Enfin, il convient de mentionner la reddition de 90 éléments appartenant à divers groupes armés au cours du mois de novembre 2019.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28